



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
Tel : 03 88 13 06 12 - Mobile : 06 61 56 79 52  
14, rue du Bataillon de Marche n°24  
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 02/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CONSTELLIUM NEUF BRISACH**

USINE DE BIESHEIM  
ZIP RHENANE NORD RD 52  
68600 Biesheim

Références : 0006700701\_2025\_11\_14\_CONSTELLIUM\_VIIC\_AIR  
Code AIOT : 0006700469

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de deux actions régionales de l'inspection des installations classées.

Ces deux actions portent sur la prévention de la qualité de l'air et des risques sanitaires : (1) diagnostic réglementaire des établissements les plus grands émetteurs de la région (2) contrôle des broyeurs de déchets dont métalliques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CONSTELLIUM exploite des installations intégrées de recyclage/ production de l'aluminium de 2<sup>ème</sup> fusion (fonderie), laminage (à chaud et à froid) et finition (cisailage, recuit-trempé, traitement de surface, vernissage). Les produits finis se composent de bobines et de tôles en aluminium à destination des secteurs de l'emballage alimentaire (canettes, boîtes de conserves et divers), de l'automobile (carrosserie, échangeurs de chaleur...) et du bâtiment. Sa capacité de production est de 450 000 tonnes par an d'aluminium liquide (production journalière maximale autorisée de 2010 t/j de fusion d'aluminium).

L'établissement est soumis à la directive Seveso pour son seuil haut, à la directive quotas et à la directive IED. Le document BREF principal (lié au classement en rubrique 3250 - production, transformation de métaux non ferreux) est NFM « traitement de métaux non ferreux » dont les conclusions sur les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) ont été publiées le 30 juin 2016.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Prévention de la pollution de l'air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des émissions diffuses	Décision d'exécution du 13/06/2016, article MTD6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Respect des flux annuels de rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Surveillance permanente des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Maintenance préventive des dispositifs de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Respect des VLE en dioxines pour FD5	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Surveillance rejets préparation froide FD6	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.2.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
10	Respect des VLE des rejets préparation froide FD6	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
11	Surveillance	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	environnementale	21/07/2022, article 9.2.1.2	l'exploitant, Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Décision d'exécution du 13/06/2016, article MTD1	Sans objet
4	Stabilité et fréquence des rejets en poussières	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.2.1.1	Sans objet
8	Respect des VLE Hcl + Cl2 fours de maintien	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Non-conformités :

(A) Les résultats de la mesure de la teneur en dioxines des fumées du four de fusion FD5 sont supérieurs depuis 2024 à la valeur limite fixée à 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>.

(B) En terme de flux annuels, un dépassement est observé en 2023 et en 2024 pour les émissions de chlore et ses composés. Néanmoins, les résultats des premiers résultats de mesures en 2025 montrent un retour à la conformité des concentrations. Aussi, l'inspection restera attentive à la déclaration annuelle des émissions polluantes de l'année 2025 à transmettre au plus tard le 31 mars 2026.

(C) Les concentrations des rejets en poussières de la cheminée de la ligne de préparation froide FD6 sont, sur la dernière campagne de mesure à fréquence annuelle, légèrement supérieures à la VLE fixée dans l'AP tout en restant inférieure à la valeur basse de la NEA\_MTD des conclusions du BREF WT.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral ou ministériel expose le contrevenant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 3° du Code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en rapport au point (A).

### Observations / demandes à l'exploitant

- L'exploitant doit mettre à jour son plan initial de recensement des sources d'émissions diffuses de poussières en intégrant les actions déjà réalisées et celles projetées. Ce plan d'amélioration continue qualifiera l'importance des sources d'émissions post-actions du point de vue de la qualité

de l'air pour l'environnement.

- Sans attendre le délai échu fixé par le projet de mise en demeure, l'exploitant fera part à l'inspection des résultats de sa démarche « 8D » pour un retour à la conformité de ses émissions de dioxines (en particulier les actions correctives avec échéancier).

L'inspection rappelle, à l'issue de chaque action corrective, qu'une contre-mesure sur le paramètre en dépassement doit être réalisée dans les meilleurs délais (sans attendre la mesure périodique) pour démontrer le retour à la conformité. En outre, le courrier faisant état des bilans annuels des résultats de mesures des rejets atmosphériques doit expliciter (éventuellement sous forme d'annexe) pour les émissaires en dépassement les actions correctives engagées et/ou prévues joint à un échéancier.

- L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les flux (en g/h) tous polluants visés à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne sont pas atteints, le cas échéant un plan de surveillance révisé est à construire. Ces flux s'entendent sur le périmètre de l'établissement et non par UAP.

- L'inspection demande d'inclure à son prochain rapport de surveillance environnementale (dont les mesures ont été réalisées du 9 au 16 octobre 2025) une justification de la localisation des points de surveillance de la qualité de l'air. Cette localisation géographique et en nombre devra être comparée à la dispersion atmosphérique des rejets du site en intégrant des conditions météorologiques pluri-annuelles actualisées.

Considérant l'absence de surveillance environnementale portant sur les retombées atmosphériques de polluants organiques persistants et de métaux, les quantités déclarées à comparer à d'autres sites de la région qui font parties des plus importants émetteurs, la présence potentielle de cibles, l'inspection proposera en application de l'article R.181-45 du CE de renforcer par arrêté complémentaire la surveillance environnementale du site.

- L'inspection prend acte l'engagement de l'exploitant d'inclure, lors de sa prochaine campagne des rejets de la cheminée préparation froide de l'UAP FD6, l'analyse des paramètres suivants : COVT, PCDD/F et PCB. Tout comme les métaux, les résultats feront l'objet d'interprétations.

- L'exploitant rendra compte du report de mesures et/ou alarme en supervision des paramètres de surveillance de bon fonctionnement des filtres à manches en amont des rejets de la cheminée préparation froide FD6.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 13/06/2016, article MTD1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques chroniques, assurance qualité
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>" MTD1 : Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</i> <i>[...]</i> <i>b) définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration</i>

<p>continue de l'installation ;</p> <p>[...]</p> <p>e) iv) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La politique environnementale a été présentée par l'exploitant. Cette politique, mise à jour annuellement, définit un objectif de réduction des prélèvements en eau à l'horizon 2030 de 30 % et une prévention des pollutions environnementales de toutes natures.</p> <p>Le système de management environnemental est certifié ISO14001.</p> <p>Lors de son audit de type 2 du 17 octobre 2025, l'organisme de contrôle externe n'a pas constaté de non-conformités majeures ou mineures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prévention des émissions diffuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 13/06/2016, article MTD6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« MTD6 Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions diffuses de poussières dans l'air, la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre un plan d'action spécifique, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), prévoyant les deux mesures suivantes : a) recensement des principales sources d'émissions diffuses de poussières (à l'aide de la norme EN 15445, par exemple) ; b) définition et mise en œuvre des mesures et techniques appropriées pour éviter ou réduire les émissions diffuses sur une période déterminée. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Faisant suite à la publication des conclusions du BREF NFM le 30 juin 2016, l'exploitant a réalisé un recensement des principales sources d'émissions diffuses de poussières de l'établissement. Ce recensement, retranscrit dans un tableur, identifie les sources d'émissions sur le périmètre des activités couvertes par le BREF NFM soit un total de 11 sources pour les ateliers « Recyclage » et 11 pour l'activité « fabrication des plaques » (certaines sources sont communes à plusieurs installations telles que les fours de fusion, les fours de maintien et poches).</p> <p>Chaque source recensée a fait l'objet d'une cotation en fonction de la quantité de poussières émises, le dispositif de captation en place, la présence ou non de personnel dans l'atelier pour aboutir à la définition d'un plan d'actions.</p> <p>Ce plan d'actions, débuté en octobre 2018, a fait l'objet d'une planification de type gestion de projet pour 3 actions des ateliers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Recyclage » (amélioration des hottes aspirantes, aspiration poches, ventilation bâtiment CDR) ;</li> <li>- « Plaques » (extraction mécanisée FD2/FD3, ventilation des bâtiments, amélioration des hottes aspirantes des fours de fusion).</li> </ul> <p>D'autres actions projetées, non répertoriées dans ce tableau et échelonnées sur les 5 prochaines années, ont été mentionnées par l'exploitant telles que le « design » des fours de fusion dans le cadre de leur revamping (modification tout ou partie du système de combustion).</p> <p>L'inspection fait part à l'exploitant que ses actions visent principalement une amélioration de la</p>

qualité de l'air ambiant pour le travailleur. A titre d'exemple, un extracteur d'air en toiture sans dispositif d'abattement des poussières ne peut être considéré comme une action de réduction des émissions diffuses.

En outre, le tableau « planification de projet » n'identifie pas si les études prévues dans les étapes de clôture du projet (dans l'objectif de vérifier l'efficacité des captages) ont été réalisées.

Ce plan de prévention et de réduction des émissions diffuses porte sur des actions d'améliorations continues. Aussi, l'exploitant doit évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre et en formalisant les résultats, dont à ce jour les études initiales (recensement avec quantification) n'ont pas été mises à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre à jour son plan initial de recensement des sources en intégrant les actions déjà réalisées et celles projetées. Ce plan d'amélioration continue qualifiera l'importance des sources d'émissions post-actions du point de vue de la qualité de l'air pour l'environnement et non pour le travailleur (dans le cadre du BREF NFM). Pour cela, des mesures de caractérisation des émissions diffuses pourront être réalisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Respect des flux annuels de rejets à l'atmosphère**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

**Prescription contrôlée :**

" Ensemble du site - flux annuels :

Les flux rejetés annuellement à l'atmosphère, pour l'ensemble du site, ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

[...]

SOx en équivalent SO<sub>2</sub> : 100 t/an

[...]

NOx : 170 t/an

Poussières : 30 t/an

Chlore et ses composés exprimés en Hcl : 8 t/an

[...]Nickel : 0,5 t/an [...]

Cuivre : 0,2 t/an

Fluor et ses composés exprimés en HF : 0.02 t/an

COVMN exprimée en carbone total : 240 t/an [...]."

**Constats :**

Les flux issus de la la télédéclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) sont :

- chlore **11,6t** en 2024, **9,5t** en 2023 et 3,6 t en 2022 pour une limite fixée à 8 t ;
- fluor (HF) **89 kg** en 2024 et 3 kg en 2023 pour une limite fixée à 20 kg .
- dioxyde d'azote (NOx) 122 t en 2024 et 119 t en 2023 inférieure à la limite fixée ;
- COVMN 129 t en 2024 et 133 t en 2023 inférieure à la limite fixée ;
- poussières 10,1 t en 2024 et 10,9 t en 2023 inférieure à la limite fixée ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- cuivre 12 kg en 2024 ;</li> <li>- nickel 9 kg en 2024 ;</li> <li>- dioxyde de soufre 1,1 t en 2024.</li> </ul> <p>Des dépassements des émissions gazeuses sont ainsi constatés : - en 2024 et 2023 pour le chlore - en 2024 pour le fluor.</p> <p>Interrogé sur les hausses, l'exploitant confirme (hors mise en service de FD6) que la consommation de chlore, utilisée pour éliminer les impuretés en faisant remonter les impuretés à la sortie des fours de maintien, est restée stable. Il mentionne par ailleurs que la mesure gazeuse du chlore n'est pas normée avec des méthodes propres à chaque laboratoire, source d'incertitudes.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en 2025 font état de concentrations à la baisse (voir point n°8). En outre, deux laveurs de fumées avec injection de bisulfite sur les fours de maintien pour épurer les fumées par voie humide ont été installées en 2022/2023. Des actions de fiabilisation ont été nécessaires suite à cette mise en service, restant toutefois à consolider pour deux fours (FM2 et FM3).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant les actions réalisées et celles engagées, l'inspection propose de surseoir aux mesures prévues par l'article L.171-8 du CE. L'inspection restera attentive aux émissions 2025 de la déclaration GEREP à effectuer au plus tard par l'exploitant le 31 mars 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Stabilité et fréquence des rejets en poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.2.1.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>" Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, les mesures portent sur les conduits suivants : [...]</i></p> <p><i>Fonderie :</i></p> <p><i>a) four de fusion</i></p> <p><i>FD1 : Poussières annuelle</i></p> <p><i>FM3 : Poussières annuelle [...]"</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué les résultats des concentrations en poussières issues des mesures réalisées à fréquence annuelle au droit du four de fusion FD1 et du four de maintien FM3.</p> <p>Les résultats des concentrations des rejets en poussières sont pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FD1 entre [2021-2025] en moyenne de 2,24 mg/Nm<sup>3</sup> avec un écart-type de 2 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 25 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li> <li>- FM3 entre [2023-2025] en moyenne de 4,8 mg/Nm<sup>3</sup> avec un écart -type de 1,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 5 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>La fréquence de surveillance annuelle définie dans l'arrêté préfectoral est respectée.</p>

<p>La question se pose, pour les poussières mais aussi les NOx et les métaux, d'une surveillance plus fréquente que celle définie à annuelle dans l'arrêté préfectoral notamment par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Le point de contrôle suivant traite des conditions de flux précisées dans l'arrêté ministériel susvisé induisant une surveillance plus stricte définie en permanence.</p> <p>En outre, la MTD10 du BREF NFM prévoit une surveillance en continu des poussières ou en référence à la note de bas de tableau "<i>si non applicable à une surveillance périodique plus fréquente</i>").</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Surveillance permanente des rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>"Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 58 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</i></p> <p><i>1° Poussières totales : si le flux horaire dépasse 50 kg/h, la mesure en permanence des émissions de poussières par une méthode gravimétrique est réalisée.</i></p> <p><i>Lorsque les poussières contiennent <b>au moins un des métaux ou composé de métaux</b> énumérés à l'article 27 (8° a, b ou c) et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.</i></p> <p><i>Si le flux horaire dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée. La mesure en permanence des émissions des poussières n'est pas applicable aux installations de déshydratation de fourrage pour la partie déshydratation-séchage de l'établissement. Celle-ci est remplacée par des mesures ponctuelles réalisées mensuellement pendant les périodes d'activité.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>4° Oxydes d'azote : si le flux horaire dépasse 150 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes d'azote est réalisée.</i></p> <p><i>5° Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore : si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions de chlorure d'hydrogène est réalisée.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>8° Métaux, métalloïdes et composés divers (gazeux et particuliers) :</i></p> <p><i>a) Cadmium et mercure : si le flux horaire de cadmium et mercure, et de leurs composés particuliers et gazeux, dépasse 10 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu ; [...]</i></p> <p><i>c) Plomb et ses composés : si le flux horaire de plomb et de ses composés particuliers et gazeux, dépasse 100 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;</i></p> <p><i>d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés : si le flux horaire d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, nickel, manganèse, vanadium et zinc, et de leurs composés particuliers et gazeux, dépasse 500 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

Individuellement par rapport aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998, les flux en poussières par conduit individuel sont très inférieurs à la valeur de 50 kg/h : à titre d'exemple au plus pour FD1 51g/h et 32 g/h pour FM3.

Toutefois, l'inspection rappelle que ces flux sont à apprécier au niveau de l'établissement dans sa globalité et non par atelier (ici UAP) comme interprété par l'exploitant. En effet, cette prescription vise à s'assurer de la performance des installations dans une démarche d'exposition et de protection de la population (cf article 28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

Ces données en flux horaire cumulées sur les émissaires, le cas échéant avec prise en compte d'équipements ne fonctionnant pas en simultané, nécessitent un travail de compilation des données par l'exploitant. Aussi, à l'issue de la présente visite, il n'est pas possible de conclure si les flux conduisant à une fréquence de surveillance en continu sont atteints.

En première approche, à partir des données annuelles de la déclaration GEREP, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les rejets de poussières totales avec présence de métaux (alinéa 2 du 1° de l'article 59). Aussi, l'exploitant devra également exprimer les flux de métaux énumérés à l'article 27 (8° a, b ou c).

L'exploitant doit communiquer sous 4 mois son analyse justifiée sur l'applicabilité (ou non) d'une surveillance en permanence des polluants à l'atmosphère cités à l'article 59 de l'arrêté du 2/2/1998.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de communiquer sous 4 mois son analyse justifiée sur l'applicabilité (ou non) d'une surveillance en permanence des polluants à l'atmosphère cités à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Par ailleurs, cette réponse intégrera le positionnement de l'exploitant sur la MTD10 du BREF NFM, cité au point de contrôle précédent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 6 : Maintenance préventive des dispositifs de traitement des fumées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

" [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. [...]"

**Constats :**

L'inspection s'est rendue au niveau du bâtiment d'épuration des fumées des fours de maintien « FM1-FM2-FM3 » ainsi qu'au niveau de l'UAP-FD6.

**- Fours de maintien**

Les laveurs de type physico-chimique avec injection de bisulfite de sodium traitent des rejets à l'atmosphère des fours de maintien. Ces laveurs comprennent deux colonnes d'épuration. Ont été observés en salle de supervision le reporting avec 5 niveaux de seuils de la mesure en continu de deux paramètres (ph et redox) permettant de s'assurer de l'efficacité du traitement. L'exploitant a

déclaré que le fonctionnement des fours étaient asservis au bon fonctionnement des laveurs avec une procédure déclinée selon l'injection en cours ou non en sortie de four de chlore pour traiter les impuretés du métal produit.

Les sondes de pression différentielle équipant les laveurs permettent un dé-colmatage périodique des filtres. Lors des arrêts périodiques des fours à fréquence annuelle, une procédure de maintenance spécifique est effectuée au niveau des laveurs. En outre, une check-list est en place et tenue quotidiennement avec enregistrement et comparaison des paramètres pertinents de bon fonctionnement.

#### - Préparation froide FD6

Pour la préparation froide de l'UAP FD6, l'inspection a observé un système d'aspiration en place au niveau du broyeur mais aussi des équipements de tri capotés (convoyeurs, overband, séparateur à courants de foucault...) reliés à deux filtres à manches.

Cet UAP est en service depuis un an. La quantité de poussières recueillies à l'aval des filtres à manche est de l'ordre de 10 à 12 bigs-bags en une année.

La mesure de pression différentielle n'est pas reportée directement en supervision mais à l'extérieur au voisinage des filtres à manches. Le personnel conduisant le process, qui est pourtant en permanence en salle, n'a pas été en capacité de démontrer ce report en supervision ou a minima d'alarme. Des voyants sont reportés sur les écrans de supervision mais non connus des opérateurs de conduite du process.

L'exploitant a par ailleurs déclaré que le fonctionnement de la ligne « préparation froide » était asservi au bon fonctionnement des filtres à manches. Des bourrages au niveau des écluses rotatives évacuant les poussières ont été citées comme source d'arrêt-ligne. Le décolmatage des filtres est réalisé par injection d'air comprimé.

En terme de consommables, l'exploitant dispose de quelques manches en réserve. Considérant l'âge de l'installation et la quantité de poussières, il n'existe pas à ce jour de programme de maintenance préventive formalisée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant rendra compte à l'inspection de l'effectivité de report d'alarme et/ou d'indicateurs de bon fonctionnement du dispositif d'abattement des poussières au niveau de la supervision de la ligne de préparation froide FD6.

En outre, quand bien même des équipements récents sont mis en œuvre sur site, un programme de maintenance préventif est à construire et à transmettre à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 7 : Respect des VLE en dioxines pour FD5**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

#### **Prescription contrôlée :**

" Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. [...]  
Fonderie :

a) fours de fusion FD5 Dioxines (PCDD/F) 0,1 ng/Nm<sup>3</sup> "

**Constats :**

<p>La mesure du 4 septembre 2024 réalisée par l'organisme APAVE en sortie de l'émissaire du four de fusion FD5 fait état d'une concentration moyenne sur gaz secs, sur la base d'un essai d'une durée de 360 mn, en PCDD/F de 0,44 ng/Nm<sup>3</sup> soit quatre fois supérieure à la VLE.</p> <p>En 2025, les rejets en dioxines sont toujours non-conformes avec une concentration mesurée sur gaz secs le 1er juillet 2025 pendant une durée de 470 mn à 0,15 ng/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant rappelle que les mesures étaient jusque-là (antérieurement à 2024) conformes sans changement depuis sur le process de fusion.</p> <p>L'exploitant a fait part de mesures complémentaires en juillet 2025 sur une durée de 5 jours corrélées à des mesures de température et des conditions de charge du four. L'analyse de ces résultats fera l'objet d'une démarche dite « 8D » pour rechercher les causes profondes, définir les actions correctives et leur validation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En application des dispositions de l'article L.171-8 CE, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avec un délai d'un an.</p> <p>Sans attendre le délai échu, l'exploitant fera part à l'inspection des résultats de sa démarche « 8D » en particulier des actions correctives avec échéancier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 8 : Respect des VLE Hcl + Cl2 fours de maintien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. [...] [...] »</p> <p><i>Fours de maintien :</i></p> <p><i>FM2 &amp; Alpur 5 :</i></p> <p><i>Hcl : 10 mg/Nm<sup>3</sup> flux 0,13 kg/h ;</i></p> <p><i>CL2 : 1 mg/Nm<sup>3</sup> flux 0,01 kg/h. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, les conclusions MTD et NEA_MTD du BREF NFM sont applicables 4 ans après la publication au JOUE soit le 30 juin 2020.</p> <p>L'exploitant avait demandé, à l'époque du réexamen IED, un report d'application (sous forme de demande de dérogation permise par l'article R.515-68 CE) des niveaux d'émission associés aux rejets de poussières (MTD 81) et aux rejets de HCl et Cl<sub>2</sub> (MTD 84) au droit des fours de maintien (FM) et des poches Alpur. Le report demandé, désormais échu, portait pour le respect des NEA_MTD au 31 décembre 2022 afin de mettre en place les dispositifs de traitement.</p> <p>L'exploitant a mis en service en 2022/2023 les laveurs d'épuration des fumées des fours de maintien répartis dans deux bâtiments distincts.</p> <p>Le contrôle a porté sur les rejets à l'atmosphère à l'aval du laveur au droit du four de maintien n°5</p>

<p>(alpur et FM). Les mesures sont réalisées à fréquence annuelle. Les rapports produits à l'issue des mesures du 18 juin 2024 et du 11 mars 2025 font état des concentrations et flux suivants sur gaz secs et sans correction de la teneur en oxygène :</p> <p>Paramètre Concentration_2024 (mg/Nm3) Concentration_2025 (mg/Nm3)</p> <p>Poussières 0,77 3,14</p> <p>HCl <b>10,7</b> 0,61</p> <p>CL2 0,28 0,21</p> <p>Paramètre Flux_2024 (kg/h) Flux_2025 (kg/h)</p> <p>Poussières 0,011 0,034</p> <p>HCl <b>0,15</b> 0,0066</p> <p>CL2 0,003 0,002</p> <p>Hormis un léger dépassement en concentration et en flux pour l'acide chlorhydrique (HCl) en 2024, les concentrations mesurées en particulier sur la dernière campagne font état d'un respect des valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Ces mesures, sur un four, corroborent les déclarations de l'exploitant d'un retour à la conformité des rejets annuels de chlore et ses composés faisant suite aux actions de fiabilisation du traitement des fumées à l'aide des laveurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Surveillance rejets préparation froide FD6

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.2.1.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, les mesures portent sur les conduits suivants : [...]</p> <p>Préparation froide (cheminée 1-FD6)</p> <p>Paramètres : Poussières annuelle Métaux et métalloïdes : Cr, Cu, Mn, Mg, Al, Zn, Ni, Pb</p> <p>Fréquence : annuelle "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cheminée préparation froide FD6 raccorde l'ensemble des émissions atmosphériques de la ligne préparation froide : des aspirations sont notamment présentes sur les deux broyeurs, le pré-broyeur et en sortie des bandes transporteuses (zones de chute des matières).</p> <p>L'ensemble de la ligne préparation froide est capotée pour éviter les émissions diffuses et équipée de deux filtres à manche pour l'épuration des fumées.</p> <p>La fréquence annuelle de contrôle est respectée pour les poussières avec des mesures réalisées les 18 novembre 2024 et 26 septembre 2025.</p> <p>Néanmoins, lors de l'intervention de novembre 2024, seules les poussières ont été analysées. L'analyse des métaux n'a été réalisée que lors de la dernière campagne de mesure le 26 septembre 2025. L'exploitant a expliqué en visite que c'est un oubli étant donné que les métaux n'ont pas de valeurs limites d'émission définies.</p>

#### Représentativité des conditions de mesures

Les conditions de fonctionnement stipulées dans le rapport suite aux mesures du 26 septembre 2025 font état d'une production de 9 tonnes par heure pendant les mesures. Quand à celles de novembre 2024, elles sont indéterminées « *La production est difficilement quantifiable, la production était en Stop and Go.* ».

Le tableau de la liste des ICPE à l'article 1.2.1 de l'AP susvisé mentionne une capacité de traitement par broyeur de déchets d'aluminium de 300 t/j.

L'inspection n'est pas en capacité de conclure sur la conformité des mesures en l'absence d'information sur la capacité nominale horaire de fonctionnement.

#### Paramètres suivis

L'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 (retranscrivant les MTD du BREF WT) liste pour les installations de traitement mécanique en broyeur de déchets métalliques les paramètres à surveiller. Sont listés notamment : les PCDD/F, les COVT et les PCB. Il appartient à l'exploitant de justifier au regard des produits entrants (ici cannettes non encore "délaquées)" à partir de campagnes de mesures que ces paramètres ne sont pas pertinents dans la surveillance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera et inclura dans ses prochains rapports l'information sur les conditions nominales de fonctionnement de la ligne de préparation froide, le cas échéant il s'assurera de la réalisation des mesures dans des conditions représentatives.

L'inspection prend acte de l'engagement de l'exploitant à inclure à sa future campagne annuelle l'analyse des COVT, PCDD/F et PCB pour conclure (ou non) de leur absence dans les rejets de la cheminée de préparation froide.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 9 mois

#### **N° 10 : Respect des VLE des rejets préparation froide FD6**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

#### **Prescription contrôlée :**

" Préparation froide :

*Poussières : concentration max. 1,5 mg/Nm<sup>3</sup> , flux horaire maximal : 110 g/h "*

#### **Constats :**

Des valeurs limites d'émission pour la cheminée de la préparation froide FD6 sont fixées uniquement pour les poussières.

Les résultats des mesures sont les suivants :

- Intervention du 18 novembre 2024 : concentration moyenne de 0,97 mg/m<sup>3</sup> sur les 3 essais pour un flux de 0,065kg/h ;
- Intervention du 26 septembre 2025 : concentration moyenne de 1,74 mg/m<sup>3</sup> en moyenne sur les 3 essais pour un flux de 0,15kg/h.

<p>Le résultat de 2025 est légèrement supérieur à la valeur limite fixée, ce qui constitue une non-conformité. Néanmoins, il n'est pas proposé de suite, étant donné que l'installation dispose d'un filtre à manches qui représente actuellement la meilleure technique disponible pour abattre les poussières pour ce type d'installation. Pour rappel, le niveau d'émission associée à la meilleure technique disponible (NEA_MTD) du BREF WT pour l'activité de broyage de déchets fixe une fourchette comprise entre [2-5] mg/Nm<sup>3</sup>. Ici, la VLE est inférieure de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup> à la valeur basse de cette fourchette.</p> <p>L'exploitant dans son dossier d'autorisation de 2022, se positionnait comme non concerné par les VLE introduites par les conclusions MTD du BREF traitement des déchets (WT) et reprises par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, étant donné qu'il s'agit d'une activité de valorisation matière.</p> <p>A noter que pour les métaux, la teneur la plus élevée est attribuée à l'aluminium soit 182 µg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Les résultats sont rendus hors accréditation.</p> <p>L'arrêté pré-cité ne fixe pas de VLE pour les métaux. Néanmoins l'exploitant doit se positionner sur les hypothèses prises dans son étude quantitative des risques sanitaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant poursuive son analyse attentive des résultats de mesures des poussières. A ce stade, considérant un seul résultat de mesure supérieure à la VLE prescrite dans l'arrêté préfectoral mais restant inférieure à la NEA_MTD, il n'est pas donné de suites administratives en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les résultats de la campagne 2026 seront tenus à disposition de l'inspection en intégrant les résultats interprétés des métaux mais aussi des paramètres non analysés jusque là visés au point de contrôle précédent (PCDD/F, PCB, COVT).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>

#### N° 11 : Surveillance environnementale

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques sanitaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :</p> <p>a) Polluants primaires et métaux :</p> <p>Paramètres / Fréquence / Localisation</p> <p>So<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, Poussières, COV, COV spécifiques, Métaux / Tous les 3 ans / Zones susceptibles d'être affectées autour du site. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La campagne de surveillance environnementale est confiée à ATMO Grand-Est depuis 2019 : du 12 au 19 mars 2019 puis du 1er au 8 décembre 2022.</p> <p>Les rapports d'ATMO Grand-Est sont disponibles au public sous : <a href="https://www.atmo-grandest.eu/etude/evaluation-2022-sur-le-site-de-lusine-constellium">https://www.atmo-grandest.eu/etude/evaluation-2022-sur-le-site-de-lusine-constellium</a>.</p>

La dernière campagne de mesure a été réalisée du 9 au 16 octobre 2025, le rapport est attendu pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

La fréquence de surveillance triennale est respectée.

Les substances surveillées sont conformes à la prescription : So<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, PM<sub>10</sub>, COV et COV spécifiques, éléments traces métalliques.

Les mesures ont été réalisées en 3 points à proximité direct du site (limite de propriété) et un point au niveau du stade de Biesheim.

La justification de la localisation des points de mesure (y compris le point témoin) n'est pas décrite. Il est demandé à l'exploitant de justifier cette localisation, notamment du choix de mesurer à proximité immédiate du site et non pas au niveau des riverains les plus exposés.

La rose des vents utilisée pour interpréter les résultats est la station ATMO Grand-Est située à 17 kms. Il est demandé à l'exploitant de justifier la représentativité de cette station météorologique.

La surveillance environnementale concerne uniquement la qualité de l'air ambiant. Au regard des flux émis de dioxines et métaux, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires afin de mettre en place un programme de surveillance additionnel sur les retombées atmosphériques autour du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande d'inclure à son prochain rapport de surveillance environnementale (dont les mesures ont été réalisées du 9 au 16 octobre 2025) une justification de la localisation des points de surveillance de la qualité de l'air. Cette localisation géographique et en nombre devra être comparée à la dispersion atmosphérique des rejets du site en intégrant des conditions météorologiques pluriannuelles actualisées.

Considérant l'absence de surveillance environnementale portant sur les retombées atmosphériques de polluants organiques persistants et de métaux, les quantités déclarées significatifs en dioxines et métaux, la présence potentielle de cibles, l'inspection propose en application de l'article R.181-45 du CE de renforcer par arrêté complémentaire la surveillance environnementale du site. Ces prescriptions portent après la définition du programme de surveillance environnementale dans l'air ambiant et des retombées, la réalisation de campagnes de mesures des retombées de dioxines, PCB et métaux. Ces campagnes de retombées seront à réaliser deux fois par an au minimum sur deux ans.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 4 mois